

**IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side**

Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - *Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form*  
**A.**  Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / *I wish to attend the shareholders' meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.*  
**B.**  J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / *I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.*

## WE.CONNECT

Société anonyme au capital social de 14.401.411,77 euros  
 Siège social : 3 avenue Hoche - 75008 Paris  
 R.C.S. Paris 450.657.234

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

convoquée pour le mardi 8 juin 2021 à 10h  
 au 58 rue Lamirault - ZAC Lamirault - 77090 Collégien.

## COMBINED GENERAL MEETING

to be held on Tuesday 8th June 2021 at 10 am  
 at 58 rue Lamirault - ZAC Lamirault - 77090 Collégien.

### CADRE RESERVE A LA SOCIETE - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account  
 Nominatif Registered  
 Porteur Bearer  
 Vote simple Single vote  
 Vote double Double vote  
 Nombre d'actions Number of shares  
 Nombre de voix - Number of voting rights

### JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ l'une des cases « Non » ou « Abstention ».  
*I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ■, for which I vote NO or Abstain.*

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en noircissant comme ceci ■ la case correspondant à mon choix.  
*On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ■.*

Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	Oui/Yes Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	Oui/Yes Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	
Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	Oui/Yes Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	Oui/Yes Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	
Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	Oui/Yes Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	Oui/Yes Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	
Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	Oui/Yes Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	Oui/Yes Non/No Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																	

### JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE Cf. au verso (3)

*I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING*  
See reverse (3)

### JE DONNE POUVOIR A (\*) : Cf. au verso (4)

*I HEREBY APPOINT (\*) : See reverse (4)*

M., Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

**ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.**  
**CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.**

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)  
*Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form). See reverse (1)*

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée /

*In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting*

- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom. /

*I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf* .....

- Je m'abstiens. / *I abstain from voting* .....

- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom

*/ I appoint [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf* .....

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard : 5/06/2021  
*In order to be considered, this completed form must be returned at the latest : 5/06/2021*

à / to : Cloix & Mendès-Gil, Me Adrian Brochu, 7 rue Auber 75009 Paris  
 ou par mail / or by mail : abrochu@cloix-mendesgil.com

Date et Signature

(\*) Article R. 225-79 du Code de Commerce (Extrait)  
 « La procuration donnée par un actionnaire pour se faire représenter à une assemblée est signée par celui-ci, le cas échéant par un procédé de signature électronique, et indique ses nom, prénom usuel et domicile. Elle peut désigner nommément un mandataire, qui n'a pas la faculté de se substituer une autre personne ».  
 (\*) Article R.225-79 of the French Commercial Code (Extract)  
 "The power of attorney provided by a shareholder in order to be represented during a General Meeting is signed (electronically if applicable) by said shareholder. The shareholder must specify his/her full name and postal address. This power of attorney may also appoint a specific proxy who may not substitute another individual for himself/herself".

## CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

<p><b>(1) GENERALITES</b>          Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article R 225-76 du Code de Commerce. Quelle que soit l'option choisie, le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse ; (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire).          Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité.          Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.          Le formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (article R 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).          Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (article R 225-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser à la fois « Je vote par correspondance » et « Je donne pouvoir » (Article R 225-81 Code de Commerce). La version française de ce document fait foi.</p>	<p><b>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b>  <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</u>          "Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant".</p>	<p>il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien. Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :          1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;          2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;          3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;          4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 233-3.          Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.          Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.          La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.          Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."  <u>Article L. 22-10-41 du Code de Commerce :</u>          "Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée au premier alinéa de l'article L. 22-10-39, rend publique sa politique de vote.          Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute consultation reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.          Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."</p> <p><u>Article L. 22-10-42 du Code de Commerce :</u>          "Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième à septième alinéas de l'article L. 22-10-40 ou des dispositions de l'article L. 22-10-41. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.          Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L. 22-10-41."</p>
<p><b>(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE</b>  <u>Article L.225-107 du Code de Commerce (extrait) :</u>          "I. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.          Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés.          II. Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat."          ■ Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement noircir la case "je vote par correspondance" au recto.          Dans ce cas, il vous est demandé :          • Pour les projets de résolutions proposés ou agréés par l'Organe de Direction :          - soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne noircissant aucune case.          - soit de voter "non" sur certaines ou sur toutes les résolutions en noircissant individuellement les cases correspondantes.          - soit de voter "abstention" sur certaines ou sur toutes les résolutions en noircissant individuellement les cases correspondantes.          • Pour les projets de résolutions non agréées par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en noircissant la case correspondant à votre choix.          En outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pouvoir au Président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée), en noircissant la case correspondant à votre choix.</p>	<p><b>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE</b>  <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</u>          " I.-L'actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.          II.-Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.          III.-Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.          Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société.          Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71.          Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites."  <u>Article L. 22-10-39 du Code de Commerce (extrait) :</u>          « Outre les personnes mentionnées au I de l'article L. 225-106, un actionnaire peut se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation soumis aux dispositions du II de l'article L. 433-3 du code monétaire et financier dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, à condition dans cette seconde hypothèse, que les statuts le prévoient. »  <u>Article L. 22-10-40 du Code de Commerce</u>          "Lorsque, dans le cas prévu au premier alinéa de l'article L. 22-10-39, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité,</p>	
<p>Si les informations contenues sur ce formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne notamment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de compte.</p>		

## FORM TERMS AND CONDITIONS

<p><b>(1) GENERAL INFORMATION</b>          This is the sole form pursuant to Article R 225-76 du Code de Commerce. Whichever option is used, the signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian.(Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form).          If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).          The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy (Article R 225-81 du Code de Commerce). Please do not use both "I vote by post" and "I hereby appoint" (Article R 225-81 du Code de Commerce). The French version of this document governs; The English translation is for convenience only.</p>	<p><b>(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING</b>  <u>Article L.225-106 du Code de Commerce (extract):</u>          "In the case of any proxy given by a shareholder without indicating a proxy, the chairman of the general meeting shall vote in favour of the adoption of draft resolutions presented or approved by the board of directors or the management board, as the case may be, and against the adoption of all other draft resolutions. To cast any other vote, the shareholder must choose a proxy who agrees to vote in the manner indicated by the principal".</p>	<p>This information concerns in particular the fact that the mandatory or, as the case may be, the person on whose behalf he is acting:          1° Controls, within the meaning of Article L. 233-3, the company whose meeting is to be held;          2° Is a member of the management, administrative or supervisory body of that company or of a person who controls it within the meaning of Article L. 233-3          3° Is employed by this company or by a person who controls it within the meaning of Article L.233-3;          4° Is controlled by or performs one of the functions mentioned in 2° or 3° in a person or entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of Article L. 233-3.          This information is also provided when there is a family link between the agent or, where applicable, the person on whose behalf he is acting, and a natural person in one of the situations listed in 1° to 4°.          When, during the course of the mandate, one of the facts mentioned in the preceding paragraphs occurs, the mandatory informs his principal without delay. If the latter fails to expressly confirm the mandate, it lapses.          The agent shall notify the company without delay of the termination of the mandate.          The conditions of application of this article are specified by decree in the Council of State."</p>
<p><b>(2) POSTAL VOTING FORM</b>  <u>Article L. 225-107 du Code de Commerce:</u>          "I. Any shareholder may vote by mail, using a form, the details of which are determined by decree of the Conseil d'Etat. Provisions to the contrary in the articles of association are deemed to be unwritten.          For the calculation of the quorum, only those forms received by the company before the meeting are taken into account, within the time limits set by decree of the Conseil d'Etat. Forms giving no voting direction or expressing an abstention are not considered as votes cast.          II. If the articles of association so provide, shareholders who take part in the meeting by videoconference or by means of telecommunication that enable them to be identified, the nature and conditions of application of which are determined by decree of the Conseil d'Etat, shall be deemed to be present for the purposes of calculating the quorum and the majority.          ■ If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document: "I vote by post". In such event, please comply with the following instructions:          • For the resolutions proposed or agreed by the Board, you can:          - either vote "yes" for all the resolutions by leaving the boxes blank,          - or vote "no" by shading boxes of your choice,          - or vote "abstention" by shading boxes of your choice.          • For the resolutions not agreed by the Board, you can vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes.          In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities (proxy to the chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity), by shading the appropriate box.</p>	<p><b>(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)</b>  <u>Article L.225-106 du Code de Commerce (extract):</u>          "I -A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse or by the partner with whom he or she has entered into a civil solidarity pact.          II - The mandate and, if applicable, its revocation, are in writing and communicated to the company. The conditions of application of the present paragraph are specified by decree in Council of State.          III - Before each meeting of the general meeting of shareholders, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organize a consultation of the shareholders mentioned in Article L. 225-102 in order to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the general meeting in accordance with the provisions of this article.          This consultation is compulsory when, the articles of association having been amended in application of article L. 225-23 or article L. 225-71, the ordinary general meeting must appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more employee shareholders or members of the supervisory boards of the company's mutual funds holding shares in the company.          This consultation is also compulsory when the extraordinary general meeting must decide on an amendment to the articles of association pursuant to article L. 225-23 or article L. 225-71.          Clauses contrary to the provisions of the preceding paragraphs are deemed unwritten."  <u>Article L. 22-10-39 du Code de Commerce</u>          "In addition to the persons mentioned in I of article L. 225-106, a shareholder may be represented by any other natural person or legal entity of his choice when the company's shares are admitted to trading on a regulated market or on a multilateral trading facility subject to the provisions of II of article L. 433-3 of the French Monetary and Financial Code under the conditions laid down in the general regulations of the Autorité des marchés financiers (AMF), appearing on a list drawn up by the AMF under conditions laid down in its general regulations, provided that, in the latter case, the bylaws so provide."  <u>Article L. 22-10-40 du Code de Commerce</u>          "When, in the cases provided for in the first paragraph of Article L. 22-10-39, a shareholder is represented by a person other than his spouse or the partner with whom he has entered into a civil solidarity pact, he shall be informed by his proxy of any fact enabling him to assess the risk that the proxy may pursue an interest other than his own.</p>	<p><u>Article L. 22-10-41 du Code de Commerce:</u> "Any person who actively solicits proxies, by directly or indirectly proposing to one or more shareholders, in any form and by any means whatsoever, to receive a proxy to represent them at the meeting of a company referred to in the first paragraph of Article L. 22-10-39, shall make public its voting policy.          It may also make public its voting intentions on the draft resolutions submitted to the meeting. In such case, for any proxy received without voting instructions, it shall vote in accordance with the voting intentions thus made public.          The conditions of application of this article are specified by decree in the Council of State."  <u>Article L. 22-10-42 du Code de Commerce:</u>          "The Commercial Court within whose jurisdiction the company has its registered office may, at the request of the principal and for a period not exceeding three years, deprive the agent of the right to participate in that capacity at any meeting of the company concerned in the event of failure to comply with the information obligation provided for in the third to seventh paragraphs of Article L. 22-10-40 or with the provisions of Article L. 22-10-41. The court may order the publication of this decision at the expense of the mandatory.          The court may impose the same sanctions on the agent at the request of the company in the event of non-compliance with the provisions of Article L. 22-10-41."</p>
<p>If any information included in this form is used for a computer file, it is protected by the provisions of Law No 78-17 of January 6, 1978 modified, especially about rights of access and alteration that can be exercised by interested parties nearby their custodian.</p>		